

« Il n'est pas facile pour moi d'intervenir après Jean-Louis Berthet qui a fait une intervention de remarquable qualité, à laquelle je souscris totalement. J'approuve les grandes orientations politiques que vous nous proposez, Monsieur le Président. Je salue le travail du vice-président chargé des finances qui nous a fourni tous les éléments nécessaires à ce débat approfondi.

Je me limiterai à quelques remarques.

En matière d'aménagement du territoire, nous devons veiller tout particulièrement au dynamisme de l'ensemble Saint-Quentin-en-Yvelines/Versailles/Vélizy, troisième pôle économique de la région Ile-de-France, locomotive économique des Yvelines, car la politique de rééquilibrage à l'Est suivie par le Conseil régional nous dessert. Ainsi l'Agence régionale de développement vient-elle de faire savoir que 29 entreprises étrangères nouvelles se sont implantées en Ile-de-France ces trois derniers mois, mais une seule dans les Yvelines !

Nous devons resserrer nos liens avec l'établissement public d'aménagement de « l'OIN de Saclay » – j'emploie cette expression à dessein car pour l'instant, c'est elle qui tend à devenir consacrée, ce qui me gêne quelque peu en tant qu'Yvelinois – et améliorer la desserte du secteur.

Des projets importants ont pris du retard. Vous avez cité, Monsieur le Président, le tramway Châtillon-Viroflay-Vélizy, dont le sort est entre les mains du Conseil régional. Le Département, lui, a pleinement joué son rôle, dégageant les crédits nécessaires. A la Région et au STIF désormais de faire leur travail ! La requalification de la RN 10, dont on parle depuis des décennies, est devenue absolument urgente. Sur la solution, il semble que nous ne soyons pas tout à fait d'accord, Monsieur le Président, si j'en crois l'un de vos courriers récents. Je maintiens ma position. A Trappes, il existe une bonne solution qui consiste à déniveler la RN 10 et une mauvaise qui consiste à créer des ronds-points qui ne résoudront rien. Quand on sait que les investissements civils de l'État ont été en moyenne de 5,34 milliards d'euros entre 2004 et 2008, qui peut croire que l'État dépensera un milliard pour financer le prolongement l'A 12 ? Ceux qui font ce pari se trompent lourdement, riverains et usagers risquant de payer longtemps cette grave erreur.

Pour l'avenir, il faut également nous positionner sur le projet de métro rapide automatique proposé par le secrétaire d'État à la région capitale, Christian Blanc, afin de construire un nœud de desserte commode pour les Yvelinois. Cela doit se faire en lien avec le projet prévu à Saint-Quentin/Satory et celui de rénovation du quartier de la gare de Versailles-Chantiers, de nouveau sur les rails, si je puis m'exprimer ainsi.

En matière universitaire, la ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche a débloqué vingt millions d'euros de crédits pour développer le pôle universitaire de Vélizy-

Villacoublay. Nous attendons une décision du Conseil général pour lancer les formations de haut niveau dont ce bassin d'emploi a besoin d'urgence. Les entreprises implantées à Vélizy-Villacoublay recherchent des salariés hautement qualifiés, à la spécialisation extrêmement pointue, par exemple en génie logiciel, et aujourd'hui, ne trouvent pas sur place la main d'œuvre nécessaire – il faut le dire aussi, parce que la concurrence internationale fait rage en ce domaine et qu'une partie de notre matière grise part, hélas, à l'étranger.

Enfin, il manque un grand centre de congrès dans les Yvelines. Dans un contexte budgétaire invitant à la prudence, le futur vélodrome de Saint-Quentin-en-Yvelines, avec tous les équipements hôteliers nécessaires, offre une formidable opportunité. Cela permettrait de rentabiliser cet équipement majeur, que le Département cofinance.

S'agissant de la Seine Aval, l'avenir s'éclaire quelque peu, du fait de sa situation sur l'axe Paris-Le Havre, du projet de Vallée de l'automobile et du développement durable, du projet de prolongement du RER E et du rôle moteur, très efficace, de l'EPAMSA. Depuis des années, le Département consacre des moyens considérables à la Seine Aval. J'espère que ces efforts porteront rapidement leurs fruits, notamment en matière de formation et d'emplois.

Dernière remarque sur l'aménagement du territoire : je m'inquiète du décalage entre la construction des logements, du fait des politiques très dynamiques du Département comme de l'État, et la réalisation des infrastructures de transport, malgré l'importance de nos investissements en ce domaine. Dans le Parc naturel régional de la vallée de Chevreuse, l'État nous demande de construire plus de 7 000 logements en douze ans, ce qui signifie accueillir 15 000 habitants supplémentaires dans des zones essentiellement rurales. Sachant que les infrastructures actuelles sont déjà saturées et qu'aucune nouvelle n'est en chantier, je me demande vraiment comme nous allons faire. Plus de cohérence serait nécessaire. A défaut, nous préparons de bien mauvais jours à nos concitoyens.

En matière économique, nous devons amplifier notre action pour attirer de nouvelles entreprises. Les services du Département ont établi un document pour évaluer l'efficacité de nos aides à la recherche-développement et le moment, venu, nous pourrions en dresser le bilan. Nous devons mieux organiser notre aide dans ce secteur car c'est un important facteur d'attractivité : il faut sans doute mieux sélectionner les projets et adapter notre dispositif d'aides, comme nous avons commencé de le faire – notamment, si la législation nous y autorise, par des prises de participation au capital des entreprises aidées.

En matière de haut débit, le lancement de la deuxième phase a été annoncé. C'est une très bonne chose mais il nous faut d'ores et déjà préparer l'avenir car, d'après l'ARCEP, le déploiement du haut débit ne se fera pas spontanément partout dans les Yvelines. Si rien

de spécifique n'était fait, seule une petite dizaine de communes serait concernée. Or, l'attente est forte et l'État prépare actuellement un plan de deux milliards d'euros pour aider les collectivités à investir dans la fibre optique en subventionnant les investissements à hauteur de 50%. Nous ne partons pas de zéro dans les Yvelines puisque grâce au contrat de concession avec Eiffage Connectic 78, nous disposons d'importants moyens, cet opérateur ayant par exemple investi quelque 600 000 euros en 2008.

Les annonces concernant la Vallée de l'automobile ont suscité de fortes attentes et nous devons veiller à entretenir la dynamique que nous avons créée. Mais il importe, j'en suis convaincu, de ne pas limiter notre communication à l'automobile quand nous avons la chance d'avoir sur notre territoire des entreprises comme EADS Astrium, Thales ou Dassault Systèmes qui emploient près de 10 000 salariés dans des secteurs de pointe. Il me semblerait pertinent de rééquilibrer notre communication.

Pour ce qui est des perspectives budgétaires, je salue les mesures énergiques d'économies que vous avez déjà prises, Monsieur le Président. Je l'avais demandé l'an dernier lors du débat d'orientations budgétaires, car il était évident que notre situation, en particulier notre capacité d'autofinancement, se dégradait. Notre taux d'épargne brute a beaucoup diminué et nous avons commencé de nous endetter. Or, l'endettement n'est vertueux que s'il demeure modéré – je ne reviens pas sur ce qu'a dit Jean-Louis Berthet avec lequel je suis entièrement d'accord. Je ne reviendrai pas non plus sur le redoutable effet de ciseau entre la diminution de nos recettes et l'augmentation de nos dépenses sociales, qui ne sont pas entièrement compensées – cent millions d'euros manqueraient à l'appel dans notre département !

Que faire donc ? Il faut bien entendu contenir les dépenses. Nous pouvons faire encore des économies importantes dans de nombreux domaines. Pour autant, cela ne suffira pas. J'ai toujours ardemment soutenu la politique budgétaire de votre prédécesseur, Franck Borotra, qui a fait la preuve de son efficacité. Je n'ai pas changé d'avis mais l'augmentation mécanique de nos dépenses sociales nous contraint à augmenter nos impôts, de la manière certes la plus modérée possible. J'en suis convaincu, nous n'avons pas d'autre solution. Cette décision ne sera pas facile car allant à l'encontre de ce qui était devenu quasiment une tradition dans notre département, mais elle est techniquement indispensable et, je le crois, tout à fait acceptable vu le faible niveau actuel de notre fiscalité, le plus bas de tous les grands départements.

Monsieur le Président, vous allez dans la bonne direction. Vous pouvez compter sur mon soutien.